

## Contribution à la consultation publique RTE sur le cadrage et les hypothèses du Bilan prévisionnel à l'horizon 2050

### **Question 1** – cadrage général de l'étude des « futurs énergétiques 2050 » du Bilan prévisionnel.

Etes-vous d'accord avec le cadrage global de l'étude ? Partagez-vous les grandes questions auxquelles les scénarios et analyses doivent apporter des éléments de réponse ?

**Réponse :** Globalement, non. Le rapport présente un scénario 100% énergies renouvelables dans lequel il sous-estime radicalement les ressources de flexibilité et la façon de les utiliser. Nous l'illustrons ci-après dans le cas de notre domaine particulier de l'effacement diffus, qui est rappelons-le une solution de flexibilité propre et efficace à implémenter. Ne pas utiliser une telle ressource revient à surenchérir le scénario et pénaliser injustement les énergies renouvelables en leur imputant des coûts que la flexibilité permettrait d'éviter, ce qui bénéficie ultimement à tous les consommateurs.

### **Question 16** – flexibilité

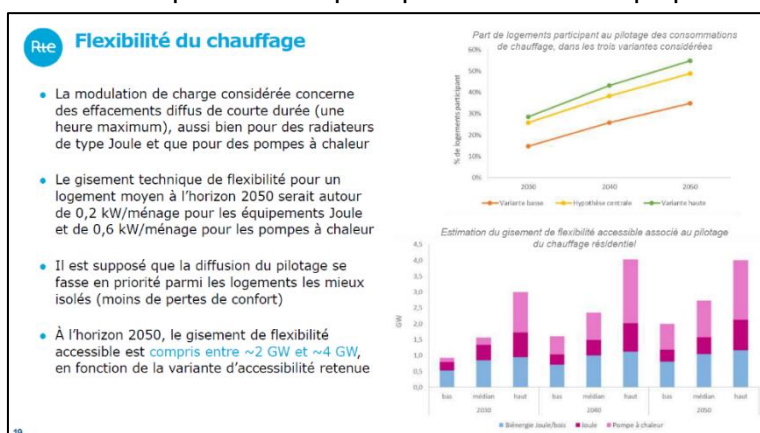
Partagez-vous l'approche et les hypothèses proposées par RTE pour évaluer les besoins de flexibilités ?

Avez-vous des remarques sur les hypothèses technico-économiques (potentiel de flexibilité, contraintes de stock et d'activation, acceptabilité, coûts...) associées aux gisements de flexibilité de la demande ?

**Réponse :** Nous ne partageons pas l'approche et les hypothèses proposées par RTE pour évaluer les potentiels, les contraintes de stock et l'acceptabilité liés à la flexibilité de la demande, tout autant qu'à propos de la surestimation des coûts des solutions.

Nous avons déjà fait part de ces remarques lors de GT précédents à ce sujet, qui n'ont pas été incorporées ici selon nous. De rapport en rapport (cf. rapport REI), RTE s'entête à analyser la flexibilité de la demande sans tenir compte de la réalité ni de l'expérience acquise par les acteurs impliqués.

Par exemple à propos de la flexibilité du chauffage présentée dans le slide ci-joint. RTE fait l'hypothèse que l'expansion du pilotage se fera en priorité dans les logements les mieux isolés, évalués à 20% du parc résidentiel chauffé à l'électricité. Or selon un rapport du Ministère de la Transition Ecologique<sup>1</sup>, sur les 29 millions de résidences principales en France au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (tout type de chauffage confondu), seulement 1.9 million, soit 6.6%, seraient peu énergivores (notes A et B du Diagnostic de Performance Energétique – DPE). Il serait intéressant de comprendre d'où vient cet écart. De plus, l'expérience nous enseigne une réalité bien différente pour ce qui est des possibilités de mobiliser les flexibilités de la demande résidentielle. Par exemple, VOLTALIS a conclu de nombreux partenariats avec des bailleurs sociaux ayant un parc de logements très énergivores (étiquettes C à F du DPE). Le taux d'acceptabilité ici constaté par VOLTALIS est de l'ordre de 75%



<sup>1</sup>[https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-09/document\\_travail\\_49\\_parcs\\_logements\\_consommation\\_energie\\_septembre2020\\_0.pdf](https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-09/document_travail_49_parcs_logements_consommation_energie_septembre2020_0.pdf)

dès lors qu'une bonne explication du dispositif est faite. Nous trouvons donc que les chiffres retenus par RTE pour évaluer la participation de la flexibilité résidentielle sur les équipements de chauffage sont très inférieurs à la réalité constatée.

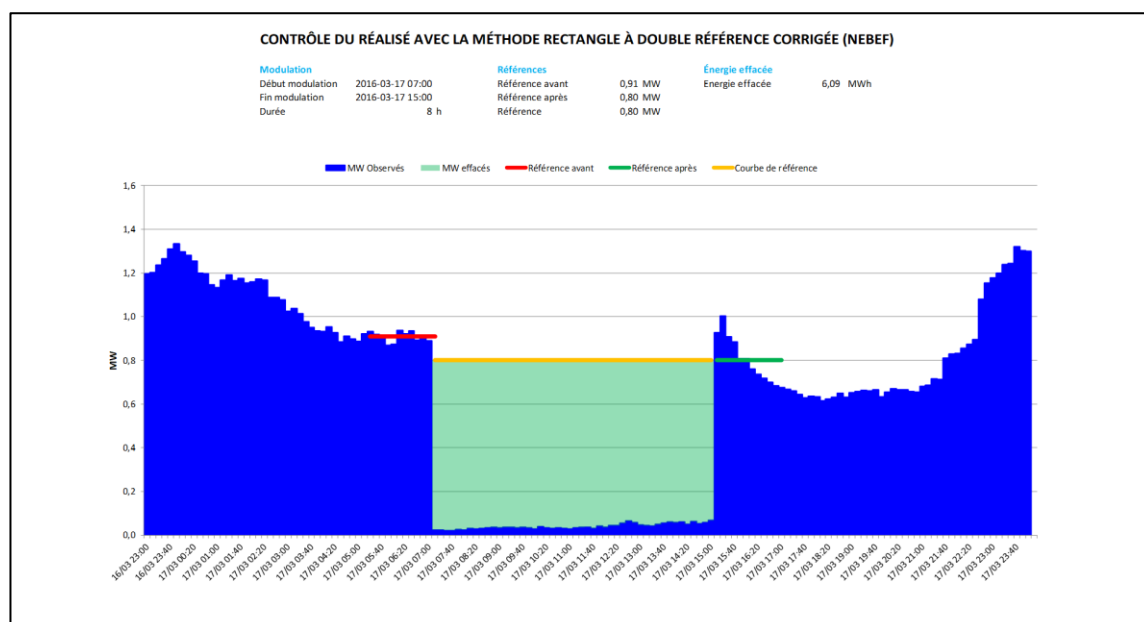
Concernant les gisements de flexibilité dans le tertiaire, RTE prend en compte des effacements de 30 min et semble oublier comme dans le cas du chauffage résidentiel qu'on peut effacer sur une durée longue en organisant des rotations entre les sites, chacun effacé brièvement. Cela peut se traduire également par une hausse des volumes accessibles.

Dans le même ordre d'idée, nous voulons également faire remarquer que l'effacement diffus ne souffre pas de contraintes de stock, contrairement à ce qui est écrit dans ce rapport. Voici ce qu'on peut lire dans le rapport :

*« [...] les capacités de flexibilité présentent des caractéristiques variées (contraintes de stock et d'activations) qui ne fournissent pas le même service au système électrique et sont donc difficiles à résumer en un chiffre de capacité équivalente [...] une comparaison des différents gisements avec prise en compte des contraintes de stock est proposée ci-dessous, sur la base des principes de certification des capacités considérés actuellement dans le cadre du mécanisme de capacité. Il s'agit d'une estimation des gisements accessibles, qui prennent en compte l'acceptabilité du pilotage de chaque usage. »*

VOLTALIS tient à rappeler que nous avons déjà évoqué à de nombreuses reprises le fait que ceci est faux. D'une part, les contraintes imposées administrativement n'ont jamais eu aucun lien avec l'acceptabilité, sur laquelle RTE ne s'est jamais penché et n'a jamais constitué aucune compétence, contrairement aux opérateurs concernés. D'autre part, et corrélativement, ces contraintes sont amenées à disparaître dans les règles de marché, dès lors il est encore plus surprenant de le prendre en compte ici.

Pour prendre un exemple d'effacement long, voici un effacement de 8 h réalisé déjà en 2016 (et partagé avec RTE pour constater l'inadéquation de la méthode dite du RDRC) démontrant que l'effacement résidentiel ne souffre pas de contraintes de stock.



Avoir supposé arbitrairement ces contraintes amène donc à fortement sous-évaluer les gisements de flexibilité potentiels liés à l'effacement résidentiel.

Pour conclure, les hypothèses de coûts présentées en Annexe 1 ne sont pas réalistes. Les chiffres sont infondés et ne s'appuient pas sur l'expertise accumulée par un acteur comme Voltalis sur l'effacement diffus depuis plusieurs années. D'ailleurs, ces chiffres ne sont pas cohérents avec d'autres études réalisées par RTE ou pour la CRE.